

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication du SER de Tokyo, avec le concours du SE de Séoul
N° 197 | Du 30 octobre au 26 novembre 2023

Japon

Record de pertes latentes pour la Banque du Japon (BoJ).

Réunion du Premier ministre japonais et du président chinois en marge du Forum de coopération économique Asie-Pacifique.

Toyota et Idemitsu s'associent pour produire des batteries de véhicules électriques à état solide.

Kokusai Electric, entreprise spécialisée dans les composants pour semi-conducteurs, réalise la plus grosse introduction à la Bourse de Tokyo depuis cinq ans.

Le gouvernement certifie le plan de sécurité d'approvisionnement en gaz naturel proposé par l'entreprise JERA.

Corée du Sud

La croissance coréenne a atteint +0,6 % au troisième trimestre 2023.

Les autorités financières coréennes suspendent les opérations de vente à découvert jusqu'au deuxième trimestre 2024.

La Corée du Sud s'inquiète des restrictions imposées par la Chine sur les exportations de graphite.

Le géant coréen des services numériques Kakao en difficulté.

Politiques économiques

Les pertes latentes de la Banque du Japon (BoJ) ont atteint un nouveau record au cours du premier semestre de l'année fiscale (avril - sept 2024). Selon les états financiers publiés le 28 novembre, les pertes latentes de la BoJ sur ses obligations d'État japonaises (*Japanese Government Bonds* – JGBs) s'élevaient à 75 Mds € (10 500 Mds ¥) fin septembre 2023. Il s'agit de la troisième perte semestrielle consécutive et de la perte comptable la plus importante jamais enregistrée sur ses avoirs en JGBs. Cette détérioration est imputée au relâchement de sa politique de contrôle de la cible de rendement des JGBs à 10 ans. En effet, la politique en place depuis juillet a entraîné une baisse du prix de marché des obligations et une hausse de leur rendement à long terme : celui-ci a augmenté de 0,37 points de pourcentage entre juillet et septembre, à 0,77 %, soit le niveau le plus élevé en 10 ans. La BoJ conservant les obligations jusqu'à leur échéance, ces pertes restent latentes et n'auront pas d'incidence sur ses revenus réels. [Nikkei](#)

Politiques économiques

Le Premier ministre japonais Fumio Kishida et le président chinois Xi Jinping se sont réunis en marge du Forum de coopération économique Asie-Pacifique. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une « *relation mutuellement bénéfique fondée sur des intérêts stratégiques communs* », en insistant sur la nécessité de revitaliser leurs échanges économiques. Sur un plan commercial, MM. Kishida et Xi ont salué le lancement d'un dialogue sur le contrôle des exportations, dans un contexte marqué par les enjeux de sécurité économique et par les restrictions pesant sur les exportations de semi-conducteurs ainsi que sur d'autres composants technologiques clés. Les dirigeants sont également convenus d'aborder, sur une « *base scientifique* », la question des restrictions d'importations par la Chine des produits de la mer issus de la pêche japonaise, consécutive au rejet par le Japon des eaux traitées de la centrale nucléaire de Fukushima dans l'océan Pacifique. Le même jour, la ministre des Affaires étrangères japonaise Y. Kamikawa a annoncé que Tokyo, Pékin et Séoul préoyaient de reprendre leurs discussions trilatérales de haut niveau. [The Japan Times](#), [The Ministry of Foreign Affairs of Japan](#)

Entreprises

Toyota et Idemitsu s'associent pour produire des batteries solides pour véhicules électriques. Toyota Motor a fait appel à l'entreprise pétrolière Idemitsu Kosan, pour développer une technologie de production à grande échelle de batteries solides pour les véhicules électriques. L'objectif du constructeur automobile est de

commercialiser ces batteries dès 2027, en exploitant l'une des deux usines de fabrication que possède Idemitsu dans la préfecture de Chiba, au Japon. De nombreux constructeurs se sont lancés dans la course au développement de ces batteries, qui utilisent des électrolytes solides plutôt que liquides et peuvent stocker davantage d'énergie, augmentant l'autonomie du véhicule (jusqu'à 1 200 km et un temps de charge de seulement 10 minutes, selon Toyota) et favorisant la transition des consommateurs vers l'électrique. Cependant, ces batteries sont coûteuses (densité plus élevée de métaux rares nécessaire) et leur technique de fabrication s'avère également très différente de celle des batteries liquides classiques, impliquant de nouvelles installations de production et de nouvelles méthodes de fabrication présentant de réels défis technologiques à relever avant de pouvoir les déployer en masse. Dans sa stratégie commerciale pour les véhicules électriques, Toyota vise des ventes mondiales annuelles de 1,5 millions d'unités en 2026 et de 3,5 millions d'unités en 2030. [Nikkei Asia](#), [The Japan Times](#), [Toyota Times](#)

Entreprises

La société Kokusai Electric, spécialisée dans la production de composants de semi-conducteurs, a réalisé la plus importante introduction à la Bourse de Tokyo depuis cinq ans. A l'ouverture, le 25 octobre, le cours de l'action a enregistré une hausse de 26 %, passant de 1 840 à 2 371 yens (de 13 à 17 euros), propulsant la valorisation de l'entreprise à plus de 500 milliards de yens (plus de 3,5 milliards d'euros). Peu avant la clôture, le titre affichait une progression d'environ 10 %. Kokusai Electric avait été rachetée en 2017 par le fonds américain KKR auprès du conglomérat japonais Hitachi, pour un montant de 257 milliards de yens (1,8 milliards d'euros). Dans le cadre de cette opération, l'objectif de KKR, qui était de lever 108 milliards de yens (770 millions d'euros), en vendant un peu moins de 60 millions de titres (25% du capital total, dont KKR possédait 73% avant l'opération), a été atteint. L'introduction en bourse de Kokusai Electric est la plus importante à Tokyo depuis 2018, lorsque la filiale de téléphonie mobile de SoftBank avait été introduite pour 20 milliards d'euros. Les introductions en bourse connaissent un rebond important au Japon, le montant total des fonds levés en 2023 étant trois fois supérieur à celui de 2022. [The Japan Times](#), [Nikkei Asia](#), [Les Échos](#)

Entreprises

Le gouvernement japonais a certifié le plan de sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de l'entreprise JERA, le premier producteur d'électricité japonais, le 24 novembre dernier. C'est la première fois que le gouvernement certifie un tel plan en application de la loi « sécurité économique » de 2022 qui a défini le gaz naturel comme un « bien critique ». A la clé pour l'entreprise, qui contribue ainsi à la politique gouvernementale de sécurisation de l'approvisionnement en gaz publiée en janvier dernier, des aides importantes, sous la forme de subventions et / ou de prêts à long terme et à faible taux. Cette stratégie prévoit la sécurisation d'un

surplus stratégique de gaz naturel liquéfié (GNL) utilisable en cas de rupture d'approvisionnement.

[Dempa-Shimbun](#), [Bloomberg](#), [METI](#)

Corée du Sud

Politiques économiques

La croissance coréenne a atteint +0,6 % au troisième trimestre, confirmant le rebond attendu pour la seconde partie de l'année 2023. Selon les données provisoires de la Banque de Corée (BoK), le PIB coréen a progressé de +0,6 % en glissement trimestriel (+1,4 % en glissement annuel), confirmant la reprise de l'activité économique du premier semestre 2023 (+0,3 % au premier trimestre et +0,6 % au deuxième). Cette croissance est principalement issue de la forte contribution du commerce extérieur, résultant d'un accroissement des exportations (+3,5 % sur le trimestre) plus marqué que celui des importations (+2,6 %). La consommation privée est en augmentation de +0,3 %, tout comme les dépenses publiques (+0,1 %). Pour la première fois cette année, les investissements sont en hausse (+0,4 % sur le trimestre) portés par ceux de la construction (+2,2 %, plus forte augmentation depuis deux ans). [YonHap](#), [KoreaTimes](#), [The Korea Herald](#), [ING](#)

Politiques économiques

Les autorités financières coréennes suspendent les opérations de vente à découvert jusqu'au deuxième trimestre 2024. À la suite de plusieurs cas de pratiques jugées illégales de « *short-selling* » (permettant à un investisseur de profiter de la baisse de la valeur d'un actif financier), la *Financial Services Commission* (FSC), régulateur financier coréen, a annoncé le 5 novembre un moratoire sur ce type d'opérations pour une période de huit mois. Selon la FSC, les cas constatés auraient été à l'origine d'une volatilité croissante des cours sur les marchés boursiers locaux, conduisant à une perte de confiance chez les investisseurs. La suspension de ces opérations permettra au régulateur de conduire une enquête approfondie sur l'ensemble des banques d'investissement, mais également de préparer un projet de réforme législative. [Korea Times](#), [YonHap](#), [Hankyoreh](#)

Entreprises

La Corée du Sud s'inquiète des mesures de restrictions prises par la Chine concernant les exportations de graphite. Le gouvernement chinois a annoncé, le 26 octobre, que ses exportations de graphite feront l'objet de restrictions à compter du 1^{er} décembre 2023. Un permis d'exportation sera requis pour plusieurs types de « *graphite de qualité batterie* », ajoutés à la liste chinoise des biens à double usage civil et militaire. Cette annonce s'ajoute aux précédentes restrictions sur le germanium et le gallium,

qui sont des minéraux critiques pour la production de semiconducteurs. Le gouvernement coréen a fait part de ses inquiétudes auprès de Pékin au regard de sa surexposition dans ce secteur : les fabricants coréens de batteries dépendent à 95 % de la Chine pour l'importation de graphite. Les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon sont les principaux importateurs de graphite chinois. [The Financial Times](#), [KED Global](#), [Les Échos](#)

Entreprises

Le géant coréen des services numériques Kakao en proie à des difficultés vis-à-vis du régulateur financier. La situation trouve son origine au printemps dernier, lorsque Kakao et Hybe, l'agence derrière le groupe de K-Pop BTS, se sont livrés une compétition féroce pour le rachat de SM Entertainment, un autre géant de la K-Pop. Selon le *Financial Supervisory Service* (FSS) coréen, Kakao aurait acquis des actions de SM Entertainment pour un montant total de 177 milliards de dollars afin de gonfler artificiellement le cours de son action. En lien avec un fonds de capital-investissement, le géant des services numérique serait ainsi parvenu à surpasser l'offre initiale du concurrent Hybe. Le fondateur de Kakao, Kim Beom-su, a été convoqué par le FSS fin octobre pour être interrogé sur sa potentielle implication, mais n'a finalement pas été inclus dans la liste des présumés coupables. À ce stade, le *Chief investment officer* de Kakao, ainsi que deux autres directeurs de la division Stratégie d'investissement du groupe, ont été inculpés. Dans le cas où Kakao serait reconnue coupable devant les tribunaux, l'entreprise sera contrainte de céder sa participation majoritaire au sein de Kakao Bank, première banque en ligne du pays. [Korea JoongAng Daily](#), [Business Korea](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr